



RAPPORT ANNUEL 2025



03

**RAPPORT MORAL
DU PRÉSIDENT**

04

**QUI SOMMES-
NOUS ?**

05

**GOVERNANCE
ET ÉQUIPE**

06

**FAITS SAILLANTS
2025**

8

**IMPACTS DU
CHANGEMENT
CLIMATIQUE:
SENSIBILISER ET
APPELER À L'ACTION**

11

**FREINER LES RECULS
SUR LA TRANSITION
ÉCOLOGIQUE ET JUSTE
SOCIALEMENT**

14

**PROPOSER DES
SOLUTIONS PROCHES
DU QUOTIDIEN**

17

**METTRE EN DÉBAT
DES PROPOSITIONS
D'ÉVOLUTION
DES POLITIQUES
PUBLIQUES**

20

**S'ALLIER POUR
ÊTRE PLUS FORT**

24

**CONTRIBUER À L'AMBITION
INTERNATIONALE ET
EUROPÉENNE EN FAVEUR
DU CLIMAT**

27

COMMUNICATION

30

NOS FINANCES

LE RAPPORT MORAL DU PRÉSIDENT



Au cours de cette année 2025 encore marquée par l'instabilité politique nationale et internationale, la COP 30 au Brésil a redonné un peu d'espoir sur la reconnaissance

de la science et de la transition juste comme boussoles d'action. Mais beaucoup reste à faire pour un vrai changement d'échelle dans les politiques d'atténuation et de coopération face aux changements climatiques.

L'accord de Paris a fêté ses 10 ans. Célébré en catimini chez nous, cet anniversaire laisse un goût amer quand on sait que l'objectif de rester en dessous de 1,5°C de réchauffement devient de plus en plus difficile à respecter.

Beaucoup attendent de la France qu'elle reste un fer de lance dans la lutte contre le réchauffement planétaire. Mais comment être pris au sérieux quand nos propres émissions baissent à peine ? Quand le climat disparaît des discours gouvernementaux ? Quand les cadrages attendus de l'action publique – Programmation pluriannuelle de l'énergie (PPE) ou Stratégie nationale pour l'alimentation, la nutrition et le climat (SNANC) – sont repoussés tout au long de l'année ?

Heureusement, la conscience environnementale et le soutien aux politiques de transition reste élevés chez les Françaises et les Français. En témoignent les enquêtes que nous avons publiées à l'occasion d'études ou d'évènements politiques, ou encore le succès de la pétition contre la loi Duplomb.

Et nos publications de 2025 ont été riches d'enseignements. Des risques climatiques dans les Outre-Mer à l'importance de soigner nos puits de carbone naturels, des perspectives d'emplois dans la transition aux enjeux industriels de la décarbonation, de la fiscalité aberrante des transports à la dénonciation des reculs environnementaux, notre équipe n'a pas chômé pour porter nos engagements et nos propositions.

Un immense merci à toutes celles et ceux qui ont été impliqués dans ces travaux, de nos salarié.e.s à nos bénévoles, en passant par nos associations membres.

*Édouard Toulouse
Président du Réseau Action Climat*

QUI SOMMES-NOUS ?

Le Réseau Action Climat est aujourd'hui un acteur incontournable de la lutte contre le dérèglement climatique en France. Il fédère [37 associations nationales et locales](#) engagées dans la protection de l'environnement, la lutte contre la pauvreté, le développement durable et la solidarité internationale et



il incarne une force collective, capable d'agir à toutes les échelles, de l'international au local. Le réseau s'enrichit de la diversité, de l'expertise et de l'ancrage territorial de ses

membres. Cette pluralité fait du Réseau Action Climat un lieu de convergence pour des dynamiques variées, mais unies par un même objectif : accélérer la transition écologique et juste socialement. Face aux vents contraires qui ont marqué 2025, avec un plaidoyer collectif, l'information et la sensibilisation de l'opinion publique, le Réseau agit comme un catalyseur de changements, pour un avenir compatible avec les limites planétaires. Le Réseau Action Climat est la voix d'une transition écologique juste et résolue.

LES SIÈGES ET AGRÈMENTS

Le Réseau Action Climat est agréé par le Ministère de la Transition Écologique et de la Cohésion des Territoires « Association nationale de protection de l'environnement » (agrément renouvelé le 1er janvier 2024) et par le Ministère de l'Éducation nationale et de la Jeunesse (agrément renouvelé le 13 août 2024). Il est également habilité à être désigné pour prendre part aux débats sur l'environnement se déroulant dans le cadre des instances consultatives nationales (habilitation renouvelée le 2 juin 2023). Il siège dans différentes instances nationales, notamment :

- le Conseil National de la Transition Écologique (CNTE)
- le Conseil Économique, Social et Environnemental (CESE)
- le Conseil National de l'Alimentation
- le Conseil National de l'Air
- la Commission Nationale Consultative des Droits de l'Homme
- le Réseau emplois et compétences
- le Conseil Supérieur de l'Énergie

LES RÉSEAUX EUROPÉENS ET INTERNATIONAUX

- Membre et antenne française du Climate Action Network Europe (CAN Europe) et du Climate Action Network International (CAN International)
- Membre de Transport & Environment (T&E)

LES COLLECTIFS DONT NOUS SOMMES MEMBRES

Pacte du Pouvoir de Vivre

www.pactedupouvoirdevivre.fr

Alliance de plus de 60 acteurs majeurs dans la protection de l'environnement, la lutte contre la pauvreté, le soutien aux migrants, le monde étudiant, du travail, de l'éducation populaire, de l'économie sociale et solidaire et de la mutualité.

Pacte pour la Transition Citoyenne

<https://transition-citoyenne.org/pacte>

Porté durant les élections municipales de 2020 par des groupes de citoyen·nes afin d'engager les candidat·es à mettre en œuvre tout ou partie des 32 mesures, suivre et accompagner la progression des engagements pris par les élu·es tout au long des mandats.

Alliance Écologique et Sociale

<https://alliance-ecologique-sociale.org>

Née en janvier 2020 de la volonté de syndicats et d'associations environnementales de changer les termes du débat et de défendre une vision profondément sociale et environnementale de notre société.

Collectif Nourrir

<https://collectifnourrir.fr/>

Créé en 2022 et issu de la fusion de la plateforme pour une autre PAC et de la Plateforme citoyenne pour une transition agricole et alimentaire. Le Réseau Action Climat a œuvré à sa création, participant notamment à l'élaboration de sa stratégie.

LES ASSOCIATIONS NATIONALES MEMBRES



GOVERNANCE & ÉQUIPE

Le Réseau Action Climat s'appuie sur une gouvernance démocratique et engagée dans la lutte contre les changements climatiques. En plus des 27 organisations nationales membres, le réseau intègre également un collège d'associations locales et régionales, ainsi qu'un collège d'adhérents individuels.

Cette [structure de gouvernance](#) se retrouve au sein du Conseil d'Administration (CA), où chaque organisation nationale dispose d'un siège, tandis que les deux collèges sont représentés par un siège chacun. Le CA est complété par les 8 membres du Bureau exécutif, élus lors de l'Assemblée Générale annuelle. Le CA s'est réuni 14 fois, assurant ainsi une prise de décision réactive et stratégique. L'importance des enjeux climatiques incite de nouvelles organisations à frapper à la porte du Réseau Action Climat.



Un chantier d'évolution de la gouvernance a été lancé en 2025 qui doit aboutir en 2026. Les associations membres peuvent compter sur une équipe salariée engagée, dont les compétences techniques et opérationnelles renforcent l'impact des actions menées par le réseau.

L'ÉQUIPE SALARIÉE (EN MAI 2026)



EMMANUEL BERNARD
Gestionnaire administratif



AURÉLIE BRUNSTEIN
Responsable industrie



SIMON BIGNONNEAU
Chargé de communication digitale



ALEXIS CHAILLOUX
Responsable transports



BENJAMIN CRETTEHAND
Chargé de sensibilisation



BASTIEN CUQ
Responsable énergie



CYRIELLE DENHARTIGH
Coordinatrice des programmes



ANTOINE DURAND
Responsable transition écologique et emplois



GAÏA FEBVRE
Responsable politiques internationales



CAROLINE FRANÇOIS-MARSAL
Responsable Europe



BENOIT GRANIER
Responsable alimentation



RONAN GROUSSIER
Responsable agriculture



PIERRE LEFLAIVE
Responsable transports



ALIX MAZOUNIE
Coordinatrice des programmes



EMELINE NOTARI
Responsable financements de la transition écologique



MARINE POUGET
Responsable gouvernance internationale



ANTOINE CAMARA
Comptable général



CLARA SANNICOLO
Responsable climat et territoires



LÉA LEFEVRE
Chargée de relations média



HANAÉ MORISSON-CASTAGNET
Alternante

Et : Véronique Seng,
Jusline Buissereth,
Hippolyte Falque,
Matteo Vailly,
Camille Delmas

LE BUREAU EXÉCUTIF DU RÉSEAU ACTION CLIMAT



ÉDOUARD TOULOUSE
Président



CHARLOTTE IZARD
Trésorière



VÉRONIQUE RIOUFOL
Administratrice



LUCILE DUFOUR
Administratrice



RAPHAËLLE GAUTHIER
Administratrice



VENANCE JOURNÉ
Administratrice membre du CESE



PHILIPPE QUIRION
Administrateur



ANTOINE BONDUELLE
Membre d'honneur du CA

COMITÉ DE DIRECTION



MORGANE CRÉACH
Directrice générale



ANNE BRINGAULT
Directrice des programmes



CAROLE BRUN
Directrice administrative et financière



VINCENT BROSELE
Directeur de la communication

FAITS SAILLANTS 2025



Trump au pouvoir : l'assaut contre le climat et l'environnement
Dès son investiture le 20 janvier, Donald Trump a signé 46 décrets, dont quatre ciblent directement l'énergie, révélant une stratégie de « domination énergétique » au service des énergies fossiles.



Photovoltaïque : le gouvernement sabote les petites installations, la filière en crise

Le Réseau Action Climat apporte son soutien à la filière, forte de 25 000 emplois, face au gouvernement qui a réduit brutalement les aides au photovoltaïque individuel et aux petites toitures, désormais cantonnées à l'autoconsommation.



Financement des transports : le Réseau Action Climat demande un virage

Avant la conférence du 5 mai sur le financement des infrastructures de transport, le Réseau Action Climat demande un moratoire immédiat sur les nouveaux projets routiers et les extensions d'aéroports, incompatibles avec l'urgence climatique.



A69 : une victoire juridique

Le tribunal administratif de Toulouse annule l'autorisation environnementale de l'autoroute entre Toulouse et Castres. Une avancée qui devrait désormais se concrétiser par un moratoire sur les nouveaux projets routiers et autoroutiers.



Un appel au sursaut face aux renoncements

« À l'heure où le péril climatique et l'effondrement des écosystèmes s'intensifient, nous ne devons pas nous cacher. C'est notre histoire et c'est ensemble que nous l'écrivons. » dans une tribune signée par plus de 100 responsables associatifs dont le Réseau Action Climat.

« Protégeons le vivant, notre avenir en dépend »

À l'issue du Sommet des océans de Nice, le Réseau Action Climat participe à une tribune signée par plus de 100 organisations et personnalités, rappelant l'importance de la biodiversité, et particulièrement océanique.





Chute du gouvernement Bayrou : le Réseau Action Climat appelle à un sursaut écologique «Après des mois de renoncements, l'heure est à l'action climatique et sociale».

Bilan carbone 2024 de la France dans les nuages, mais pour combien de temps ?

Pour l'Observatoire Climat Énergie, le respect en 2024 du budget carbone de 332 Mt CO₂eq, masque un ralentissement préoccupant de la décroissance des émissions.



Septembre

Octobre

Novembre

Décembre



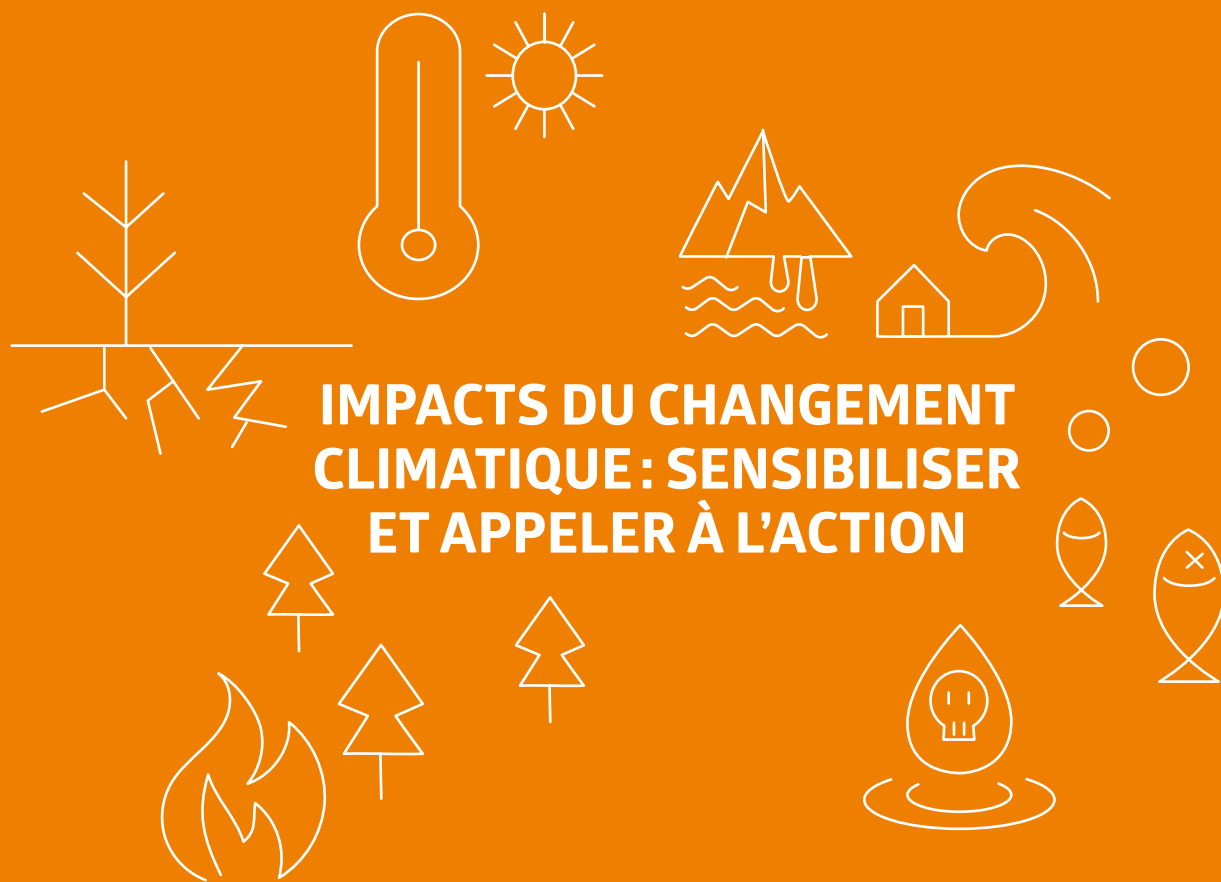
Seine-et-Marne : mobilisation contre de nouveaux forages pétroliers

Malgré l'opposition locale et 40 000 signatures contre le projet, le gouvernement refuse de bloquer ces forages.

10 ans de l'Accord de Paris et COP30 au Brésil

À la veille de la COP30 à Belém, le Réseau Action Climat publie un bilan des dix ans de l'Accord de Paris.





IMPACTS DU CHANGEMENT CLIMATIQUE: SENSIBILISER ET APPELER À L'ACTION

En 2025, le Réseau Action Climat a intensifié ses actions de sensibilisation pour alerter sur les impacts du changement climatique et promouvoir des solutions concrètes. Grâce à des rapports novateurs, des outils pédagogiques et des campagnes de communication ciblées, notre organisation a touché un public toujours plus large, en décryptant les idées reçues et en mettant en lumière les bénéfices de la transition écologique.



Un rapport inédit sur les Outre-mer



En juin 2025, le Réseau Action Climat a publié « La France face au changement climatique : les Outre-mer, premiers exposés ». Dans la lignée de son rapport sur les impacts du changement climatique dans les régions, cette publication est dédiée aux conséquences du réchauffement global dans les territoires français ultramarins. Ce document, fruit d'une collaboration avec *Notre Affaire À Tous* et plusieurs

associations locales, dresse un état des lieux alarmant : intensification des cyclones, montée des eaux, effondrement de la biodiversité et sécheresses. Il montre que le changement climatique vient aggraver des vulnérabilités existantes, dues à des facteurs géographiques et socio-économiques. Il donne également la parole aux populations locales, victimes et actrices de la lutte climatique.

3 vidéos témoignages

+ de 245 000
vues sur les réseaux
sociaux et 11 000
consultations sur le site.

+ de 60 retombées presse
(France Inter, Le Figaro, France
TV Outre-mer, etc.).



FutureGuessr : un jeu pour visualiser l'avenir climatique

Lancé le en juin 2025, FutureGuessr est un jeu en ligne inspiré de GeoGuessr, développé avec l'agence Artefact-3000. Il propose d'explorer des paysages modélisés selon les scénarios du GIEC pour 2100, avec une cinquantaine de destinations dans le monde. Le Réseau Action Climat a été partenaire de ce jeu, contribuant à la rédaction des contenus qui ont été relus et validés par un climatologue contributeur du 6^e rapport du GIEC. Le jeu a été relayé par des médias et grâce à une session sur Twitch animée par l'influenceur Ponce.

+3500
spectateurs sur
un live Twitch

Un livre pour toucher de nouvelles audiences



Sollicité par les éditions Tallandier, le Réseau Action Climat a adapté son rapport « La France face au changement climatique » (2024) en un ouvrage grand public, prévu pour avril 2026. Une opportunité de toucher des lecteurs moins familiers des enjeux climatiques dans toutes les régions.

Former les acteurs de demain avec le kit « Climat : tout comprendre, agir ensemble »

Créé en 2024 avec le soutien de l'ADEME, la Ville de Paris et la Fondation Léa Nature, ce kit pédagogique (101 diapositives et un livret de 58 pages) continue de se diffuser.



4 nouvelles sessions de formation (1 webinaire et 3 en présentiel) touchant 120 à 150 personnes, dont des membres du Secours Catholique, des syndicats et des associations locales comme Effet de serre toi-même (Rouen).

4 400 visiteurs sur la page web du kit et 2 400 téléchargements du kit.

Décrypter les idées reçues sur la transition écologique

Face à la désinformation sur la crise climatique et les solutions pour y faire face, le Réseau Action Climat a lancé en février 2025 une page web dédiée et une série de carrousels pour les réseaux sociaux. 11 idées reçues ont été décryptées (alimentation, transports, énergies renouvelables, etc.), avec des arguments scientifiques et des chiffres sourcés.

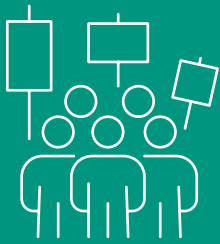
+ de 1 800 000 vues sur les réseaux sociaux avec un taux d'interaction moyen de 74 % sur LinkedIn.

2 carrousels parmi les 3 posts les plus vus sur LinkedIn et 1 dans le top 5 sur Facebook et Instagram



Une brochure sur les bénéfices concrets de la transition écologique

Pour dépolariser le débat climatique, le Réseau Action Climat a travaillé sur une brochure (publiée en 2026) sur les bénéfices de la transition écologique, axée sur trois thématiques: la santé (réduction de la pollution de l'air, amélioration du bien-être), le pouvoir d'achat (économies sur les factures énergétiques, création d'emplois locaux) et la qualité de vie (espaces verts, mobilités douces, résilience des territoires).



**FREINER LES RECULS SUR
LA TRANSITION ÉCOLOGIQUE
ET JUSTE SOCIALEMENT**





43 reculs en 6 mois

En 2025, le Réseau Action Climat s'est mobilisé contre les multiples attaques contre la législation environnementale. Un [rapport accablant](#), publié en juin, révélait plus de 43 reculs portés par l'Assemblée nationale ou le gouvernement, exposant leurs graves conséquences pour l'écologie, la santé publique et le budget des ménages. L'association a aussi rendu public un sondage prouvant que ces reculs, loin de faire consensus, étaient rejetés par une majorité de Français.e.s, quel que soit leur bord politique.



© Serge Le Strat

Financements de la transition écologique : des arbitrages risqués

Chaque année, le Réseau Action Climat scrute avec attention les arbitrages budgétaires nationaux. En 2025, nous avons tiré la sonnette d'alarme face aux [coupes drastiques frappant des dispositifs clés pour la transition écologique](#) : rénovation énergétique des logements, aides à l'achat de véhicules propres, ou encore le fonds vert pour les collectivités. Ces mesures, essentielles pour soutenir les ménages face à l'envolée des prix de l'énergie et à l'érosion du pouvoir d'achat, sont sacrifiées au nom d'une rigueur budgétaire myope. Pourtant, l'inaction climatique coûtera bien plus cher. Si la loi de finances 2025 a bien été votée, une partie cruciale sur les recettes fiscales n'a malheureusement pas été débattue — alors que nous proposons des solutions concrètes pour financer la transition, en faisant payer les plus gros pollueurs.



**Le Fonds vert divisé par 3 :
2,5 milliards en 2024, seulement
850 millions €
en 2026**

Transition énergétique : un plaidoyer actif pour des objectifs ambitieux

En 2025, le Réseau Action Climat a scruté de près les arbitrages de la Programmation pluriannuelle de l'énergie (PPE). Grâce à des actions de plaidoyer ciblées, une mobilisation sur les réseaux sociaux (notamment LinkedIn) et des lettres ouvertes, il a veillé à ce que le débat sur la souveraineté énergétique de la France s'oriente résolument vers les énergies renouvelables.

Le Réseau a aussi pointé les lacunes de la PPE : manque de mesures pour la sobriété énergétique, retard dans la sortie des énergies fossiles, et soutien insuffisant aux énergies renouvelables. Ces actions ont contribué à éviter l'adoption d'un moratoire sur les énergies renouvelables, préservant ainsi la dynamique de la transition.

Trains de nuit : un engagement essentiel pour réduire les voyages en avion



En 2025, le Réseau Action Climat a suivi de près le renouvellement des appels d'offres pour les trains de nuit, avec des échanges réguliers avec l'exécutif. La publication du rapport « [Train de nuit, le réveil a sonné – une fréquentation record, bridée faute de trains](#) » a permis de mobiliser les médias et l'opinion sur ce sujet clé. L'année s'est achevée sur une victoire majeure : la relance de la ligne Paris-Berlin, grâce à l'engagement de la société civile. Une avancée concrète pour réduire les voyages en avion et accélérer la transition écologique des transports.

La relance du train de nuit est une réussite incontestable avec plus d'un million de voyageurs en 2024, record des temps modernes.

Alexis Chailloux, responsable Transport

Loi Duplomb : alerter sur les risques d'une agriculture industrialisée

En 2025, le Réseau Action Climat a dénoncé les risques de la proposition de loi Duplomb, combinant plaidoyer technique auprès des députés et actions de communication (lettres ouvertes, communiqués de presse). L'objectif : dénoncer ses effets pervers, notamment le soutien à la concentration des élevages, qui ne profite qu'à une minorité d'éleveurs tout en fragilisant l'élevage bovin pâturant, pilier d'une agriculture durable.

L'article 3 de la loi Duplomb représente une régression majeure pour l'élevage français. Il favorise l'industrialisation d'une minorité d'exploitations au détriment du bien-être des animaux (...) et réduit la participation citoyenne, la protection de l'environnement et accentue les risques sanitaires.

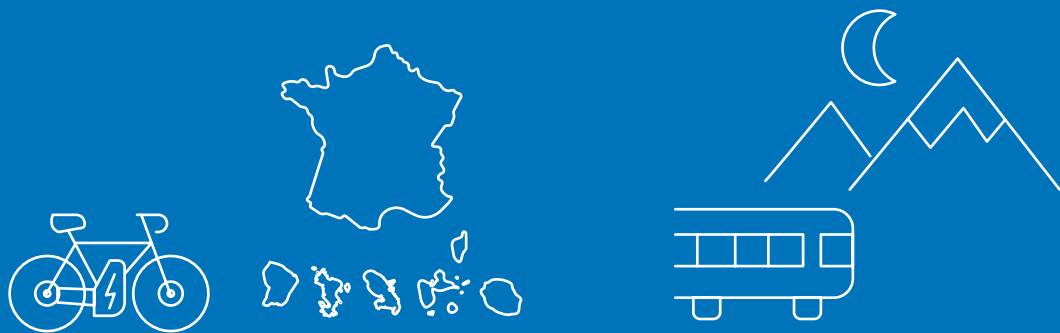
Ronan Groussier, responsable Agriculture



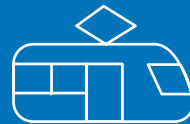
Fiscalité sur le train et l'avion : révéler les inégalités pour agir

En 2025, le Réseau Action Climat a poursuivi son plaidoyer pour une fiscalité des billets d'avion plus juste, visant à réduire les voyages aériens tout en finançant la transition écologique. En partenariat avec l'UFC-Que Choisir, il a publié le rapport « [Pourquoi l'avion est \(souvent\) moins cher que le train ? Et comment y remédier](#) », mettant en lumière les niches fiscales avantageuses dont bénéficie l'aviation, faussant la concurrence au détriment du rail qui souffre de billets trop chers.





**PROPOSER DES SOLUTIONS PROCHES
DU QUOTIDIEN**





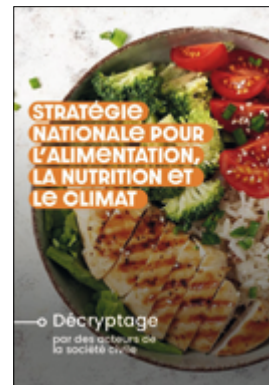
Une dynamique multipartite pour la transition des mobilités

En 2025, le Réseau Action Climat a poursuivi sa collaboration avec les syndicats de salariés de l'industrie automobile pour défendre une transition équitable vers des véhicules électriques accessibles à toutes et tous, alors que les grands constructeurs français se détournent de cet enjeu. Cela a donné lieu notamment à une communication nationale avec la CFTD pour défendre l'interdiction des véhicules thermiques neufs dès 2035.

Par ailleurs, le Réseau a réuni une diversité d'acteurs (associations, experts, entreprises) pour repenser la mobilité en France, intégrant enjeux sociétaux, environnementaux et économiques. Ce travail a abouti à la publication « [Mobilités :](#)



[Avançons ensemble! Volet 01: Les chiffres de la mobilité en France](#)», une base pour des solutions concrètes et inclusives qui seront présentées en 2026.



Alimentation durable : accélérer la transition vers « moins et mieux de produits animaux »

En 2025, le Réseau Action Climat a actualisé [son analyse et sa notation des engagements de la grande distribution](#) pour une alimentation plus végétale en France, enrichie de recommandations co-construites avec les acteurs du secteur. Cette deuxième édition s'inscrit dans un suivi actif des politiques publiques, notamment de la [Stratégie nationale pour l'alimentation, la nutrition et le Climat](#) (SNANC), dont l'adoption accuse plus de deux ans de retard. Aux côtés d'associations environnementales et de santé, le Réseau a alerté sur les conséquences de ce retard et les lacunes de la SNANC, en s'appuyant sur un sondage révélant l'attente forte des Français.e.s pour une offre alimentaire plus végétale.



53% des Français ont réduit leur [consommation de viande au cours des trois dernières années](#)



Des collectivités montrent la voie avec des politiques locales de transition

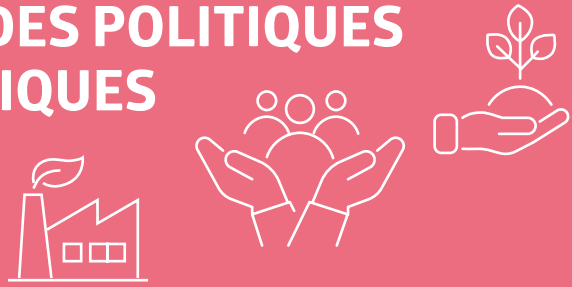
De l'agriculture locale aux mobilités douces, en passant par les énergies renouvelables, l'aménagement sobre des territoires ou encore la consommation responsable, de nombreuses villes et communautés de communes prouvent chaque jour que la transition écologique est non seulement possible, mais aussi porteuse de sens. [Ces initiatives ancrées dans le quotidien](#) répondent parfaitement aux attentes des habitants, comme le confirme un sondage IFOP réalisé en décembre 2025 pour le Réseau Action Climat et le Secours Catholique. Résultat ? Les politiques écologiques sont massivement soutenues, et les électrices et électeurs seraient prêts à sanctionner tout candidat aux municipales qui remettrait en cause ces avancées. Une preuve que l'écologie, quand elle est concrète et inclusive, rassemble et inspire l'avenir !



63% des Français-e-s se disent gênés de voter pour un candidat remettant en cause les mesures de transition écologique déjà engagées dans leur commune.



**METTRE EN DÉBAT DES PROPOSITIONS
D'ÉVOLUTION DES POLITIQUES
PUBLIQUES**



Le rythme de baisse des émissions de gaz à effet de serre en France s'est fortement ralenti pour atteindre 1,5 % en 2025 alors que l'objectif de la SNBC3 est une baisse annuelle moyenne de 4,6 %.



Industrie : transparence et conditionnalité des aides publiques

En 2025, le Réseau Action Climat a défendu au nom de la nécessaire « santé démocratique » de la France, la Commission Nationale du Débat Public (CNDP), menacée par la loi de simplification, via des courriers et actions de communication.

Parallèlement, il a évalué l'action climatique des 50 sites industriels les plus émetteurs en France dans le rapport « [50 sites industriels français les plus émetteurs de CO₂ : Qui s'engage, qui bloque ?](#) », mettant

en lumière l'écart entre les milliards d'aides publiques perçues et leurs engagements réels pour le climat.



© Chris Leboutillier

Fonds de transition juste : comment élargir et renforcer la démarche ?

La transition écologique est créatrice d'emplois, et en plus, elle redessine aussi les métiers, les secteurs et les territoires. Pour que cette transformation soit une chance pour toutes et tous, et non une source de précarité, un accompagnement solide est indispensable. C'est précisément la mission du nouveau [Fonds pour une transition juste](#), un outil unique en Europe. Pourtant,

dans son analyse publiée en 2025, le Réseau Action Climat souligne ses limites : un périmètre trop étroit et des moyens insuffisants pour couvrir l'ensemble des territoires et filières exposés à la décarbonation et aux fragilités économiques. Face à ce constat, l'association a formulé des propositions concrètes pour élargir et renforcer ce dispositif important pour une transition juste, afin qu'aucune région, aucun.e salarié.e ne soit laissé pour compte.





Renforcer les financements européens pour l'industrie verte et le climat

Quatrième émetteur mondial de gaz à effet de serre, l'Union européenne a une responsabilité majeure : concrétiser les ambitions du Pacte vert et atteindre la neutralité carbone pour maintenir le réchauffement sous 1,5°C, dans tous ses États membres. Face à cet impératif, le Réseau Action Climat a proposé des [pistes concrètes pour ancrer le financement de la protection du climat](#), de la préservation de la biodiversité, de l'industrie verte et d'une transition juste au cœur du prochain budget européen.



Il manque **580 milliards d'euros** d'investissements par an pour financer le déploiement des objectifs européens d'atténuation du changement climatique (Agence européenne de l'environnement)



Souveraineté agricole : déconstruire les illusions du productivisme

Pour faire évoluer le débat sur la transition agro-écologique, le Réseau Action Climat a publié en 2025 le rapport « [Élevage intensif et souveraineté : les limites du produire plus](#) ». Ce travail a révélé les fragilités de notre modèle agricole face aux crises géopolitiques, tout en positionnant le Réseau Action Climat comme référence sur les enjeux d'élevage et d'engrais azotés. Une contribution importante à sa stratégie de déconstruction du modèle intensif, pour promouvoir une agriculture plus résiliente et durable.



Territoires ultra-marins et diplomatie climatique

À l'approche de la COP30 à Belém, le Réseau Action Climat a rappelé une évidence trop souvent ignorée : les territoires ultramarins, qui abritent 80 % de la biodiversité française et subissent déjà les impacts les plus violents du changement climatique, restent les grands absents de la diplomatie climatique française. Symbole de cette exclusion ? L'absence de délégation ultramarine autonome lors des COP : leurs représentants, désignés depuis Paris et intégrés dans la délégation nationale, n'y participent même pas systématiquement. Face à cette situation, le Réseau Action Climat a formulé des [propositions concrètes](#)

À la COP29, **0%** des négociateurs de la délégation française provenaient des territoires ultramarins alors que ces derniers concentrent **80%** de la biodiversité en France.



[pour améliorer la prise en compte des outre-mer](#) dans les négociations internationales sur le climat.



S'ALLIER POUR ÊTRE PLUS FORTS



En 2025, le Réseau Action Climat a plus que jamais incarné son rôle de catalyseur d'intelligences collectives pour accélérer la transition écologique. Structuré autour de 16 groupes de travail thématiques (par exemple transition énergétique, négociations climatiques, emplois verts...), il a fédéré ses membres pour co-construire des propositions ambitieuses, justes et durables, affirmant sa place de force d'influence au service de la société civile. Ce rôle de « tête de pont » positionne le Réseau Action Climat comme un acteur incontournable de la lutte contre le changement climatique.

Convaincu que les défis climatiques ne se relèvent qu'ensemble, le Réseau a aussi élargi ses alliances stratégiques avec des acteurs clés : syndicats (comme la CFDT, pour défendre les emplois de la transition), associations de santé (France Assos Santé, Foodwatch) ou encore collectifs citoyens.

Cette dynamique collaborative s'est concrétisée par des actions fortes : conférence de presse commune contre le recul des ambitions européennes, enquête conjointe dénonçant les pratiques des supermarchés, ou encore mobilisation de 117 structures pour exiger la publication de la Stratégie nationale Alimentation-Nutrition-Climat. L'Observatoire Climat-Énergie, outil important du Réseau, a par ailleurs éclairé les débats avec des données précises sur l'évolution des émissions en France. Une méthode unique : l'alliance des expertises pour un impact renforcé.



Forum expert pour décarboner la sidérurgie

Le Réseau Action Climat a organisé début juin un forum entre les parties prenantes du secteur de la sidérurgie. Industriels, syndicats, territoires, acteurs de l'emploi, acteurs institutionnels et gouvernementaux, économistes et ONG se sont réunis autour de la table, sans public, et avec un engagement de confidentialité des discussions. Ce format proposé par l'équipe du RAC a permis des échanges constructifs, francs et ouverts, retranscrits dans une note de synthèse qui a largement circulé dans ce secteur fortement émetteur de gaz à effet de serre.

Acteurs engagés pour une alimentation durable

Jusqu'en mai 2025, le Réseau Action Climat a coordonné une campagne avec Action contre la Faim (ACF), le Secours Catholique-Caritas France (SCCF) et le RESES pour analyser les pratiques de la grande distribution sur l'alimentation. ACF et SCCF ont rédigé des contributions dans notre rapport et produit un kit d'animation et un court-métrage pour organiser des débats. Le RESES a également contribué à ce rapport, et le responsable plaidoyer Alimentation du Réseau Action Climat a participé comme expert à une Convention étudiante locale sur l'alimentation durable.

Loi de simplification économique : alerte sur les impacts

Le Réseau Action Climat a coordonné un groupe de travail ad hoc avec des associations notamment FNE et Greenpeace en réaction au projet de loi sur la simplification économique, qui menaçait des politiques environnementales essentielles ainsi que les dispositifs de participation et de consultation du public (zéro artificialisation nette, zones à faibles émissions, débats publics sur les projets industriels, projets d'extractions d'énergies fossiles). Deux communiqués de presse ont été publiés, et une pétition ayant recueilli 31 000 signatures a été adressée aux députés et au gouvernement.



Budget écologique : un appel commun

En octobre, le Réseau Action Climat a fédéré des organisations de la société civile, du monde économique et du travail pour une prise de parole commune dans Libération : « Il faut un budget de relance écologique ». Signée notamment par Marylise Léon et Dominique Méda, cette tribune appelle à un changement de cap pour préserver la planète et créer des centaines de milliers d'emplois durables.

Municipales 2026 : le Réseau Action Climat fédère un collectif pour défendre le rôle clé des municipalités dans la transition écologique

En s'appuyant sur le contexte des élections municipales, le Réseau Action Climat, aux côtés de plus de 50 organisations, a structuré un collectif déterminé à placer la transition écologique au cœur des débats locaux.

Objectif ? Rappeler aux candidats et aux citoyens que les communes sont des leviers essentiels pour concrétiser les politiques climatiques – rénovation énergétique, mobilités durables, protection de la biodiversité ou encore justice sociale. Des outils de plaidoyer, des formations et des informations en ligne ont été développés par le Réseau Action Climat et le collectif. Un sondage de l'IFOP réalisé en décembre 2025 a confirmé que les Français.e.s sont très attachés aux principales mesures locales de la transition écologique.



Un espace collectif pour préparer la COP30

En amont de la COP30 au Brésil, dix ans après l'Accord de Paris, un collectif inédit de 109 organisations s'est organisé pour préparer cette échéance cruciale. Le Réseau Action Climat y a joué un rôle clé : former les nouveaux acteurs aux rouages des COP et animer les échanges. Tout au long de l'année, le collectif a tiré la sonnette d'alarme face aux contradictions du gouvernement français dans la préparation de cette COP et pour que la France assume ses responsabilités vis-à-vis des territoires d'Outre-mer, frappés de plein fouet par des catastrophes climatiques.

**CONTRIBUER À L'AMBITION
INTERNATIONALE ET EUROPÉENNE
EN FAVEUR DU CLIMAT**





La COP30, des avancées sur la transition juste

Fort de la participation de 108 associations (climat, environnement, féministe, jeunesse, etc.), le Réseau Action Climat a animé la Coordination COP30 avec notamment 3 réunions stratégiques, 1 réunion mensuelle de coordination, 6 formations (400 inscrit-es) et 3 tribunes dans les médias. Cette coordination a notamment permis une réunion avec la délégation officielle française en octobre 2025, mais aussi des réunions quotidiennes pendant la COP. Objectif rempli : renforcer les capacités des organisations françaises et porter une voix unie pour pousser la France à l'ambition.

Dix ans après l'Accord de Paris, la COP30 s'est ouverte à Belém (Brésil) du 10 au 21 novembre 2025, dans un contexte explosif : crise géopolitique ouverte, États bafouant le droit international, et une urgence climatique qui se précise – le seuil critique de 1,5°C pourrait être dépassé dès les années 2030. Sur place, le Réseau Action Climat a déployé une [délégation de la société civile française](#) et il a porté les combats pour les droits humains notamment des peuples

autochtones, l'égalité de genre, les financements climat pour les pays vulnérables, la souveraineté alimentaire et une transition juste hors des énergies fossiles.



Malgré les avancées sur la transition juste, un échec a émaillé cette COP : 95% des États ont ignoré l'obligation de soumettre leurs nouveaux plans climat quinquennaux, comme le prévoit l'Accord de Paris. Face à ce déni,

le Réseau Action Climat a contribué à une forte mobilisation de la société civile, exigeant que l'Union européenne et les autres puissances publient leurs engagements actualisés. Un combat crucial pour faire vivre l'Accord de Paris.





Dix ans de l'Accord de Paris: l'heure du bilan

En décembre 2015, pour la première fois, 195 pays s'engageaient sous l'égide de la France, à limiter le réchauffement à 1,5°C grâce à l'Accord de Paris. À l'occasion de son dixième anniversaire, le Réseau Action Climat a dressé un [bilan contrasté](#): si ce traité reste l'unique cadre multilatéral pour affronter la crise climatique, son efficacité dépend entièrement de la volonté des États. Entre avancées concrètes et défauts d'application, une question persiste: l'Accord sera-t-il le socle d'une transition ambitieuse ou un catalogue de bonnes intentions?

En 2025, la Cour Internationale de Justice a déterminé que l'objectif de limitation du réchauffement à 1,5 °C est juridiquement contraignant au titre de l'Accord de Paris et pour tous les États.

Gaïa Febvre et Marine Pouget, responsables International

Objectif européen sur le climat en 2040: une ambition en trompe-l'oeil?

À l'approche de la COP30 au Brésil, le Réseau Action Climat et le Climate Action Network Europe ont tiré la sonnette d'alarme: l'absence de cible climatique européenne pour 2040 menaçait de torpiller dix ans d'efforts post-Accord de Paris. Alors que la fenêtre pour limiter le réchauffement à 1,5°C se referme, un flou persistant aurait envoyé un message désastreux – diplomatique comme économique – privant les acteurs industriels et financiers de la visibilité indispensable pour décarboner. Sous pression, les chefs d'État ont finalement adopté un objectif... mais édulcoré par des failles qui risquent d'en affaiblir la portée. Un compromis à surveiller de près en 2026, où l'UE devra prouver qu'elle assume un rôle de leader climatique.



© Alexandre Lallemand





COMMUNICATION

Le Réseau Action Climat élargit son audience et renforce son impact médiatique. En 2025, le Réseau Action Climat a développé son impact en communication, avec un public plus large et diversifié grâce à une stratégie digitale renforcée et une présence médiatique accrue. L'association a tiré parti de ses canaux numériques, site Internet, réseaux sociaux et newsletter, tout en consolidant sa visibilité dans les médias traditionnels, régionaux et spécialisés.

UNE STRATÉGIE DIGITALE PERFORMANTE

Le Réseau Action Climat a misé sur une communication digitale dynamique pour sensibiliser et informer un public toujours plus large. Les résultats sont là :



850 000 VUES DE PAGES SUR LE SITE INTERNET DE L'ASSOCIATION

→ preuve de l'intérêt croissant pour les sujets portés par le Réseau.



500 PUBLICATIONS SUR LES RÉSEAUX SOCIAUX

→ cumulant **6,6 millions de vues**. Ces contenus ont permis de toucher de nouveaux publics, notamment grâce à des formats variés et engageants et ce, malgré le départ de la plateforme X d'Elon Musk.

SUR BLUESKY, LA PLATEFORME ALTERNATIVE À X

→ **plus de 300 publications ont généré 10 000 engagements** (likes, réponses et partages) et attiré **4 000 abonnés**.

L'un des points forts de cette année a été la diversification des publics, notamment grâce à LinkedIn. Ce réseau professionnel a permis de toucher des décideurs, des experts et des acteurs économiques, renforçant ainsi l'influence du Réseau Action Climat avec des prises de parole et des analyses de l'association et de ses experts thématiques. Une collaboration renforcée avec la rédaction de LinkedIn Actualités a permis de valoriser les publications de nos experts.

UNE PRÉSENCE MÉDIATIQUE RENFORCÉE

Le Réseau Action Climat a également travaillé à développer sa présence dans les médias, **avec 1570 citations et interviews tout au long de l'année**. Ces prises de parole ont couvert un large spectre :



95 INTERVENTIONS

→ sur les chaînes de télévision nationales, permettant de porter les enjeux climatiques devant un public large.



120 PASSAGES À LA RADIO

→ avec une présence notable sur des antennes influentes comme France Inter et RTL.



444 CITATIONS DANS LA PRESSE ÉCRITE

→ dont des articles de fond dans des titres majeurs comme Le Monde, La Tribune et Le Figaro.

UN ANCRAGE TERRITORIAL ET SECTORIEL

Le Réseau Action Climat a également renforcé sa présence **dans les médias régionaux et locaux, avec 473 retombées** dans des titres de référence comme Ouest France, Sud Ouest, La Provence, le Dauphiné Libéré, La Voix du Nord et Le Parisien. Les messages de l'association ont ainsi été relayés par des médias proches des citoyens. Sur les télévisions et radios régionales, 30 citations et interviews ont contribué à ancrer les enjeux climatiques dans le quotidien des Français-e-s.

Enfin, l'association a été largement reprise dans la presse spécialisée comme BatiActu, Déplacements Pro, Cahiers nutrition, AgraPress, En train et Profession Recycleur. Ces supports, lus par des professionnels, ont permis de diffuser des analyses pointues et des propositions concrètes.

UNE COMMUNICATION ALIGNÉE AVEC LA STRATÉGIE

Élargir son audience, diversifier ses publics, porter de nouveaux messages et renforcer son impact médiatique : la communication est en phase avec la stratégie de l'association. Le Réseau Action Climat a largement participé à dénoncer les reculs gouvernementaux sur l'environnement et à promouvoir des solutions crédibles.

NOS FINANCES

PRINCIPAUX FINANCEURS EN 2025

Le Réseau Action Climat remercie chaleureusement l'ensemble de ses partenaires institutionnels publics et privés qui lui ont permis de développer et de mettre en œuvre ses missions sociales.



CONTRÔLE INTERNE ET AUDIT

Les comptes de l'association sont contrôlés et certifiés chaque année par un commissaire aux comptes, qui est invité à participer au Conseil d'administration d'arrêt des comptes.

Par ailleurs, l'association est accompagnée tout au long de l'année par des conseils externes : un cabinet d'expertise comptable, des avocats en droit du travail et droit social et un soutien juridique pro bono (sur différents sujets juridiques) grâce à une collaboration avec l'Alliance des Avocats pour les Droits de l'Homme.



BILAN FINANCIER 2025

Les ressources de l'association au 31 décembre 2025 s'élèvent à 2 211 423 € (total des produits) avec un excédent de 111 365,52 €. L'association compte actuellement près de 3 mois de fonds propres.

Les produits s'élèvent à plus de 2 millions d'euros, en légère hausse par rapport à 2024, avec une augmentation du montant des subventions (+8%).

Les produits constatés d'avance sur l'exercice 2025 s'élèvent à 1 632 322 €, en augmentation de 85% par rapport à l'année précédente.

BILAN SOCIAL 2025

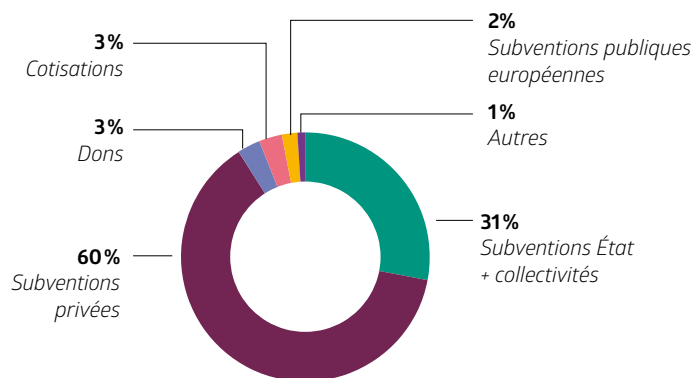


L'effectif salarié au 31 décembre 2025 était de 23 personnes (22 CDI, 1 CDD). Sur l'ensemble de l'effectif salarié sur l'année 2025, 56% sont féminins, 44% masculins.

Trois stagiaires et une alternante ont renforcé l'équipe au cours de l'année. Le Réseau Action Climat a également accueilli depuis octobre 2025 deux personnes (six mois chacune) en reconversion professionnelle grâce à une convention de partenariat « Programme associé » avec l'association On Purpose.

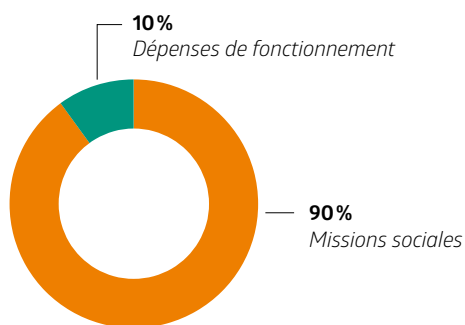
Fin 2025, les délégués représentant les salariés au Comité social et économique ont été élus. Une déléguée du personnel titulaire et une suppléante, sur un collège unique, représentent les salariés auprès de la direction.

LES PRODUITS EN 2025



En 2025, les ressources du Réseau Action Climat proviennent à 92% de subventions, publiques et privées, pour un montant de 2 037 908 €. Les subventions publiques (33% du total des produits) comprennent des subventions nationales, de collectivités territoriales, d'instituts publics et de fonds européens. Les subventions privées (60% du total des produits) proviennent de fondations et associations. Les cotisations des membres et les dons représentent 6% des produits en 2025.

LES CHARGES EN 2025



Les dépenses de missions sociales (90% des dépenses) correspondent à la mise en œuvre des actions de coordination, de plaidoyer, d'expertise, de communication et de sensibilisation. Elles comprennent principalement les dépenses de personnel et les frais de communication, honoraires d'expertise, frais de déplacements. Au 31 décembre 2025, le Réseau Action Climat comptait 23 salarié.e.s (dont 22 en CDI) et 1 alternante. Les frais de fonctionnement représentent 10% des dépenses totales en 2025.

Le Réseau Action Climat, fédération de 37 associations nationales et locales, lutte contre les causes du changement climatique, de l'échelle internationale à l'échelle locale. Il est le représentant français du Climate Action Network International, réseau mondial de plus de 2 000 ONG. Il couvre l'ensemble des secteurs responsables du dérèglement climatique : les transports, la production d'énergie, l'agriculture et l'alimentation, l'habitat, l'industrie lourde et travaille à l'élaboration de mesures alternatives et ambitieuses pour lutter contre le changement climatique et ses impacts.





**DÉCOUVREZ l'action du Réseau Action Climat
et impliquez-vous avec nous sur le site :**

reseuaactionclimat.org

NOUS CONTACTER

Réseau Action Climat-France
Mundo M
47 Avenue Pasteur
93100 Montreuil
Tél. : 0148 58 83 92

NOUS SUIVRE

 @reseuaactionclimat.org
 ReseauActionClimat
 ReseauActionClimat
 reseau-action-climat

Le Réseau Action Climat fédère les associations impliquées dans la lutte contre le dérèglement climatique



**réseau
action
climat** france